

Prévention et lutte anti-vectorielle en Auvergne-Rhône-Alpes

Acceptabilité de la démoustication par la population – Grigny (69)

- Éléments de contexte
- Mesure de lutte anti-vectorielle à Grigny
- Analyse et enseignements





Cette intervention est faite en toute indépendance vis-à-vis de l'organisateur de la manifestation.
Je n'ai pas de lien d'intérêts avec le sujet traité.

Éléments de contexte

- *Plan de lutte contre la dissémination des arboviroses transmises par les moustiques en métropole*
- *Déclinaison du plan en Auvergne-Rhône-Alpes*
 - *Rhône et Grigny*

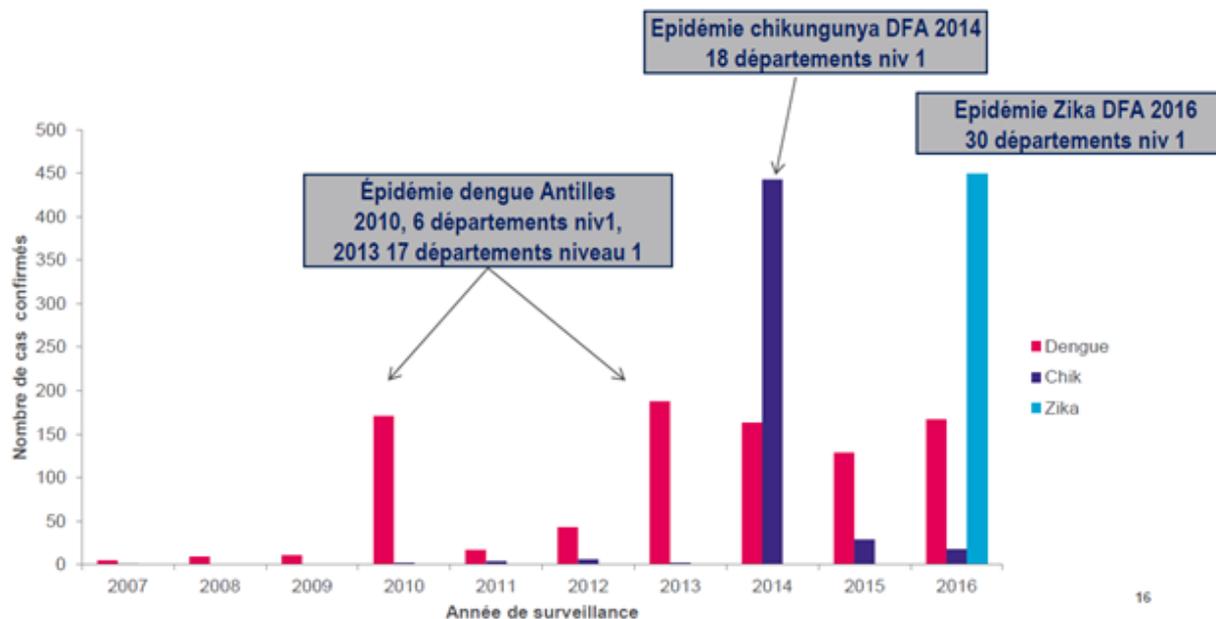
Régions	Cas suspects signalés	Cas confirmés importés				
		Dengue	Chikungunya	Zika	Coinfection	Flavivirus
Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine	49	12	1	19	0	0
Aquitaine-Limousin-Poitou-Charente	198	27	0	62	1	0
Auvergne-Rhône-Alpes	273	38	5	98	0	5
Bourgogne-Franche-Comté	8	1	0	4	0	0
Corse	13	2	0	3	0	0
Ile-de-France	73	10	3	53	0	3
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	288	30	5	106	0	1
Pays-de-la-Loire	18	4	0	13	0	0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	391	43	4	91	0	0
TOTAL 2016	1 311	167	18	449	1	9
TOTAL 2015	992	129	29	NA		NA
TOTAL 2014	1 492	163	443	NA		NA

DENGUE – CHIKUNGUNYA - ZIKA

Arboviroses dont les vecteurs sont des moustiques du genre Aedes

En métropole : Aedes albopictus

- Période de signalement renforcé : 1^{er} mai – 30 nov



NOMBRE de SIGNALEMENTS et de CAS CONFIRMES CONDITIONNES par la SITUATION INTERNATIONALE et dans les DOM (DFA+++) et les **FLUX DE VOYAGEURS** entre les zones à risque et la métropole

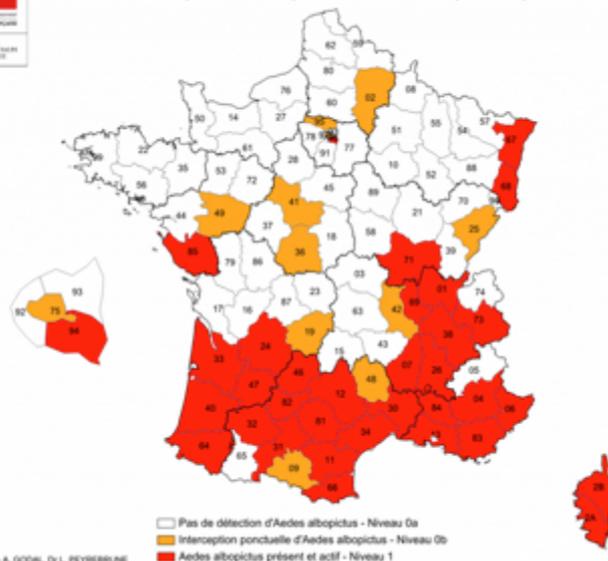
Surveillance entomologique d'*Aedes albopictus*



1476 communes colonisées par *Aedes albopictus* (+118)

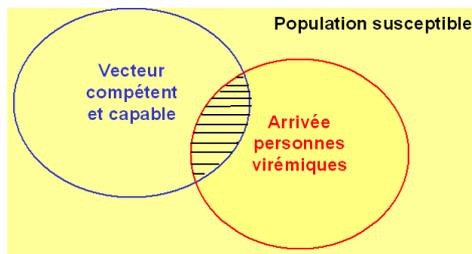
Présence du moustique *Aedes albopictus* en France métropolitaine (situation au 1er janvier 2017)

Année	Département en N1
2006	2 (06+2B)
2007	3 (+2A)
2008	4 (+83)
2009	4
2010	6 (+13+04)
2011	8 (+34+30)
2012	10 (+84+47)
2013	17 (+69+38+07+26+11+66+31)
2014	20 (+33+71+73)
2015	30 (+67+81+82+64+40 +46+24+85+94+01)
2016	33 (+32+12+68)



- Déploiement d'un réseau de pièges pondoirs (2 700 pièges)
- Résultats des enquêtes entomologiques périfocales autour des cas importés
- Recensement des signalements et des plaintes
- Période d'activité du moustique : 1^{er} mai – 30 nov

- **Arrivée de voyageurs** infectés et virémiques
- Présence d'un **vecteur compétent et capable** Chik/Dengue, zika (?)



- Potentiel épidémique : **cas autochtones** (2010, 2013, 2014 et 2015 : 7 foyers / 16 cas de dengue, 12 cas de chikungunya)

Objectifs du PLAN DE LUTTE :

- Prévenir l'instauration ou l'extension d'une transmission autochtone
- Détecter les **cas suspects importés** et les **cas confirmés autochtones** pour déclencher les enquêtes entomologiques et épidémiologiques
- Mettre en œuvre des **actions de contrôle des populations d'*Aedes albopictus***, notamment la **démoustication**

- **PAS D'ÉPIDÉMIE/ÉNÉMIÉ**
- **UN VECTEUR QUI S'INSTALLE DURABLEMENT À PARTIR DU SUD-EST** (nuisance +++)
- **POPULATION SUSCEPTIBLE** (pas d'immunité collective)

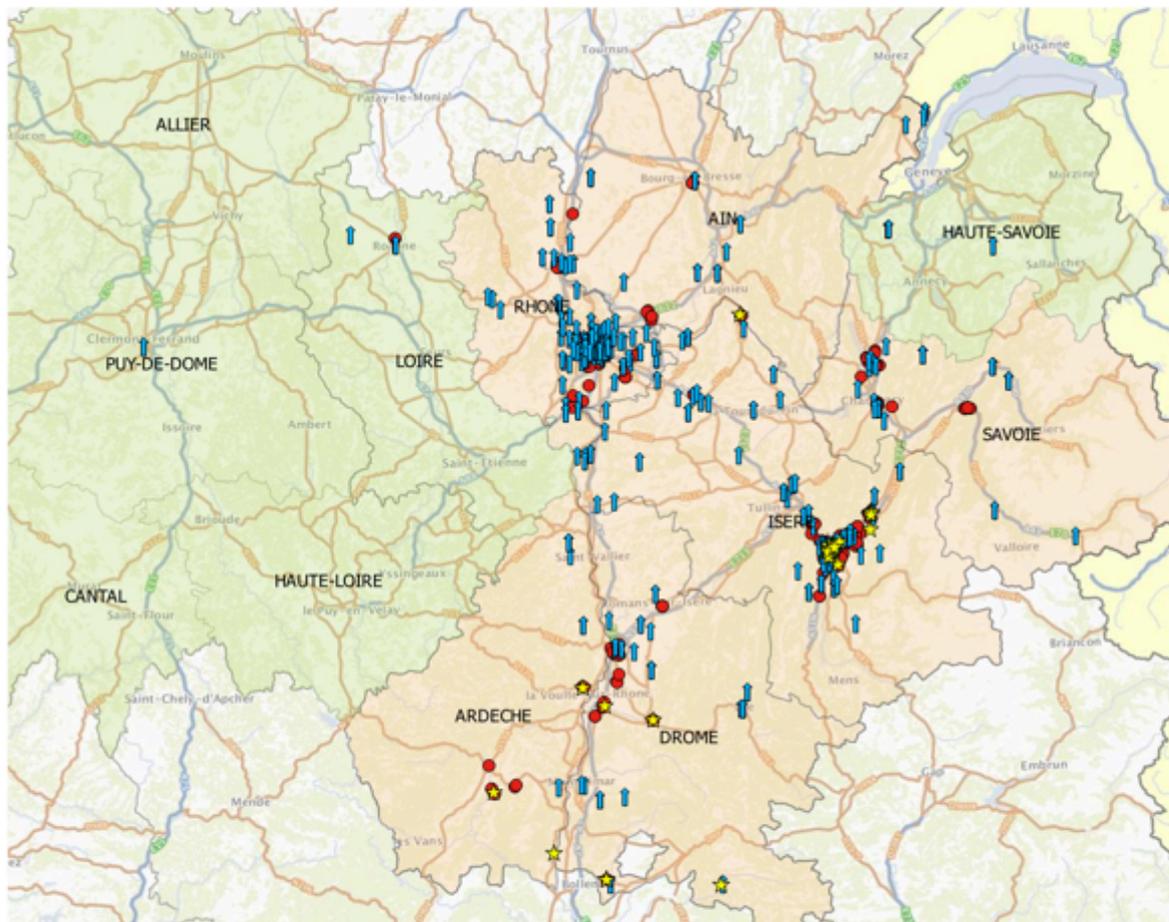
RISQUE AVÉRÉ IRRÉVERSIBLE

=

**ACTIONS DE LUTTE
ANTI-VECTORIELLE**

Plan arboviroses : résultats depuis le début de la saison de surveillance 2016 : pièges pondoirs ayant été au moins une fois positifs + identification présence d'Aedes albopictus suite à signalements/plaintes + localisation enquêtes périfocales

Plan arboviroses en Auvergne-Rhône-Alpes



En 2016 :

- 273 signalements à l'ARS (38 Dengue, 5 Chik, 98 Zika, 5 Flavivirus)
- 343 enquêtes périfocales / 167 cas
- 4 traitements adulticides (Meylan (38), Saint-Priest, Villeurbanne et Grigny (69))



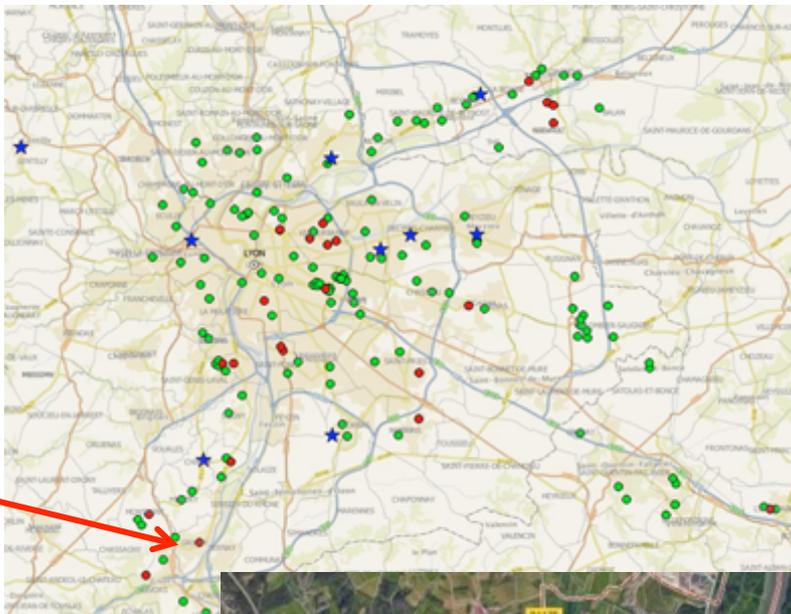
Légende

- ★ détection suite plainte - 17/11/16
 - ↑ enquêtes entomologiques périfocales - 17/11/16
 - pièges positifs - 17/11/16
- départements Auv-RA
- département niveau 0
 - département niveau 1

25 0 25 50 75 100 km



17 km sud de Lyon - Rive droite du Rhône - 9 500 hbts



2012 : 1ère détection d'*A. albopictus*

Actions de sensibilisation des administrés depuis 2013

- 1 article /an bulletin municipal
- 12 articles sur le site internet
- Distribution de flyers dans le quartier le plus touché
- Sensibilisation des locataires des jardins familiaux
- Réunions de quartiers et réunion publique avec l'EIRAD
- Formation d'habitants volontaires « **référénts moustique tigre** »

En 2017 :

- « Commune test » des outils pédagogiques EIRAD
- Action cimetière : modification du règlement + destruction des gîtes larvaires
- Animation pour les jardiniers : gestion des récupérateurs d'eau de pluie

Travaux d'office pour supprimer des gîtes larvaires – Loi 1964 (moustiques)

- Nuisances importantes ressenties
- Absence de réaction des propriétaires
- Nettoyage du terrain loti (50 m3 de déchets évacués)



Mesure de lutte anti-vectorielle à Grigny (69)

- *Chronologie des faits*

■ **Mardi 27 sept : nouvelle date fixée (/ météo)**

- Elaboration d'un **nouveau flyer / boitage**
- Identification des **impasses privatives**
- **Affichage mise en demeure**
- **Réquisition des forces de l'ordre**
- **Information des partenaires / date**
- Réunion avec les opposants la veille du traitement



Démoustication : nouvelle opération
Les riverains sont prévenus, une amende de 750

Dans la nuit du 26 au 27 septembre dernier, certains habitants des rues André-Sabrier, Yves-Fage et Charazolles des Charms avaient fait monter l'opération de démoustication, puisque le service par l'Entente intercommunautaire de démoustication (EID) (nos éditions du 26 et du 28 septembre). Ils mettaient notamment en doute la finalité de cette initiative et l'innocuosité des produits utilisés.

Une opération est donc répétée au samedi 7 octobre 2018.

Vous devez savoir que contrairement aux idées reçues l'Entente intercommunautaire de démoustication n'a jamais utilisé de produits chimiques. Le produit utilisé est sans danger et ne présente aucun risque pour la santé.

Une nouvelle opération aura lieu le 13 et 14 octobre prochains.

■ **Merc 5 oct : ECHEC mise en œuvre traitement**

- **Décision préfecture** de ne pas réessayer
- **Courriers aux professionnels de santé / cas autochtones**
- **Sollicitation CAPTV / toxicovigilance AquaPy®**
- **Rédaction d'une note d'information** pour article Grigny + réponse journaliste
- **Audition d'une opposante par le commissariat**



GRIGNY SANTE
Démoustication : l'arrivée de l'hiver devrait mettre fin au conflit
Il n'y aura probablement pas de troisième tentative de démoustication. Les changements de température devraient en effet limiter la durée de vie des insectes.

Après les deux tentatives de démoustications qui ont échoué et indirectement des personnes de la zone.

Un manque d'information évident
L'ARS a donc contacté les professionnels de santé de la zone afin qu'ils soient vigilants sur des éventuels cas de dengue chez leurs patients. Mais toujours, elle indique : « L'arrivée de l'hiver devrait empêcher l'explosion que la durée de vie de ces moustiques ne soit plus très longue ».

On parle de gages, de victoires quand il s'agit d'un jeu, mais pour nous, ce n'est pas un jeu. On va glisser dans que nous avons eu le dessous sur. Arrivons, nous n'avons jamais eu contre la démoustication. Mais si cette opération devait se faire, c'était avec un maximum d'informations données aux riverains. Malheureusement, ce n'est pas le cas.

GRIGNY
Les habitants piqués au vif

« Il est difficile de trouver un seul secteur alors que tout Grigny est infesté par les moustiques tigres. On a vraiment l'impression de servir de cobayes », s'insurge un riverain de ce quartier de Grigny. Faibit Il des menaces d'amende, des habitants s'ont une nouvelle fois mobilisés et ont fait amener pour la seconde fois la diffusion du traitement insecticide recommandée par l'Agence régionale de santé. Le maire, Xavier Odo organisait une seconde réunion de crise, mercredi 12 heures pour tenter de concilier ses convictions.

Et après

- **La mairie reçoit de nouveau les opposants**
- **Accord des riverains au traitement SI** l'ARS fournit à la mairie un courrier officiel, pédagogique sur les caractéristiques du produit, ses conditions d'utilisation, les conséquences éventuelles sur la santé qui ferait office d' « engagement de responsabilité » en cas de symptômes/maladies décrits ultérieurement par les personnes exposées → REFUS
- **Aucun retour des professionnels de santé du secteur** sur une éventuelle détection de cas de dengue

Analyse et enseignements

- *Le regard de Grigny*
- *Les enseignements : constats et axes de progression*



Le regard de la municipalité

- **Mesurer la contestation exprimée**
- **Ne pas négliger l'importance de la communication**
- **Les élus et agents municipaux mis à rude épreuve..**
- **Impliquer le maire très en amont**
- **Éclaircir le discours**

UNE REACTION INATTENDUE

- Commune impliquée dans l'information des ses administrés
- Demande des administrés de mener des actions de démoustication / nuisances +++
- L'annonce un vendredi a laissé amplifier les inquiétudes tout le week-end

PRINCIPAL OPPOSANT : un « référent moustique tigre »

- Formation des « référents moustique tigre » ne porte que sur les mesures de prévention : diffusion des bonnes pratiques de destruction des gîtes larvaires – aucune information sur la globalité du dispositif

GRIGNY = commune engagée dans la chartre « ZERO PESTICIDE dans nos villes et villages »

- Depuis 2014, sensibilisation régulière des administrés aux risques pour la santé et l'environnement liés à l'usage des pesticides et aux techniques alternatives

DIFFICILE COMMUNICATION SUR LE COÛT BÉNÉFICES/RISQUES D'UNE TELLE ACTION

- Absence de document de communication sur les produits biocides utilisés
- Messages anxiogènes sur le flyer

EFFET INTERNET

- Accès à de nombreuses informations

CONFIDENTIALITE NON RESPECTEE (relations de voisinage)

RÔLE DE L'OPPOSITION POLITIQUE

FAIRE ATTENTION AU CALENDRIER

FAIRE EVOLUER LE RÔLE DU “REFERENT MOUSTIQUE TIGRE”

- Elargir leurs connaissances à tout le dispositif et vérifier qu'ils l'acceptent
- Les intégrer dans la chaîne d'information en cas de traitement adulticide

RÔLE DE 1^{ère} LIGNE DU MAIRE, notamment dans les petites communes

ADAPTER LA COMMUNICATION AU CONTEXTE LOCAL

- Rédiger / faire valider le flyer d'information par le maire
- Valider le plan de diffusion de l'information avec le maire
- Prévoir dans le calendrier de réalisation un temps pour une réunion publique si nécessaire

METTRE A DISPOSITION DES ELEMENTS DE LANGAGES SUR L'UTILISATION DES BIOCIDES en LAV et CRÉER DES OUTILS DE COMMUNICATION SPECIFIQUES TRAITEMENT LAV POUR LES COMMUNES

- Ces éléments de langage doivent être les mêmes pour toute la métropole
- 1^{er} janv 2017 : interdiction de l'usage des pesticides par les collectivités

FORMER LES ELUS et AGENTS MUNICIPAUX

MENER UNE REFLEXION SUR LE DISPOSITIF REGLEMENTAIRE

- Enjeux de sécurité publique